



# La Coopération Décentralisée et Non-Gouvernementale sur l'Eau et l'Assainissement au Liban

Compte-rendu de l'atelier d'échanges tenu en visioconférence  
le 10 décembre 2021

➤ [Retrouvez la vidéo de la rencontre ainsi que le support de présentation](#)

Cette rencontre organisée par le pS-Eau et LEWAP s'adressait aux acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale – collectivités territoriales et associations françaises intervenant ou souhaitant intervenir au Liban dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

Cet événement poursuivait les objectifs suivants :

- partager des éléments du cadre sectoriel de l'eau et l'assainissement au Liban ainsi que de l'impact des crises actuelles sur le secteur ;
- mettre en lien les acteurs et échanger autour des possibilités d'interventions à partir de retours d'expériences.

## Sommaire

1. Introduction .....	2
2. Cadre sectoriel et contextualisation des interventions eau/assainissement .....	2
3. La coopération décentralisée et non-gouvernementale au Liban : retours d'expérience .....	5
Présentation de la coopération Montpellier APIEU / Zahlé .....	6
Présentation de la coopération Chambéry / Bcharré .....	7
4. Synthèse .....	9
Liste des participants .....	9





## 1. Introduction

Mérodie Boissel, chargée d'étude, pS-Eau : Introduction générale

➤ Vidéo : [00.00.00](#)

Mme Mérodie Boissel a rappelé le rôle du pS-Eau pour stimuler, accompagner et capitaliser les actions sur l'eau et l'assainissement, portées par les acteurs français de coopération décentralisée et non gouvernementale. Au Liban, le pS-Eau a également impulsé la création de la plateforme locale LEWAP, qui crée du lien et des espaces d'échange, et fait circuler de l'information entre différents types d'acteurs impliqués dans le secteur de l'eau et l'assainissement au Liban : Organisations de la Société Civile, Ministère de l'Énergie et de l'Eau, Etablissements des Eaux, municipalités, milieux académiques et universitaires, ONG urgentistes, PME...

Avec ce double ancrage en France et au Liban, le pS-Eau et LEWAP sont en mesure de faciliter la mise en lien entre acteurs français et libanais pour faire se rencontrer des besoins et des motivations et impulser le montage de partenariats. Cette position permet également d'informer de façon pertinente les acteurs français sur le contexte d'intervention au Liban.

Contact : [melodie.boissel@pseau.org](mailto:melodie.boissel@pseau.org)

## 2. Cadre sectoriel et contextualisation des interventions eau/assainissement

Bien que les indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'assainissement correspondaient en 2019 à ceux d'un pays développé, des difficultés existaient déjà et se sont accrues avec la crise multidimensionnelle que traverse le pays. La distribution en eau potable est intermittente et s'est dégradée en raison des difficultés à assurer la maintenance et l'alimentation énergétique des infrastructures ; quant à l'assainissement, seules 8% des eaux usées domestiques sont traitées.

Ces difficultés s'inscrivent dans un cadre réglementaire en évolution. La répartition des compétences entre les principaux acteurs comporte certaines ambiguïtés. Le nouveau code de l'eau, adopté en octobre 2020, et dont les décrets d'application sont en cours de rédaction, a vocation à clarifier ces compétences pour permettre une meilleure qualité des services. En parallèle, les institutions publiques font face à un manque de moyens humains et financiers et leurs besoins se sont accrues en raison de la dévaluation de la livre libanaise et du manque de matières premières.

Cette première série d'intervention a permis de préciser le cadre réglementaire et de mettre en lumière les défis et opportunités rencontrés par trois échelons d'institutions publiques : le Ministère de l'Énergie et de l'Eau, les Etablissements des Eaux, et les Municipalités.

Juliette Samman, animatrice LEWAP : Introduction et évolution récente du contexte

➤ Vidéo : [00.06.05](#)

Mme Juliette Samman a présenté quelques éléments du contexte d'intervention au Liban pour introduire cette première partie. Ce contexte se caractérise par une crise politique, économique, financière et sanitaire, qui d'une part affaiblit les institutions nationales et locales, et d'autre part fait ressortir certains besoins et priorités dont se saisissent les acteurs, y compris de l'aide au développement. Le cadre sectoriel est également en





évolution, puisqu'une nouvelle loi sur l'eau adoptée en octobre 2020 doit se traduire par la publication de décrets et réformes pour lesquels le ministère est accompagné par l'Agence Française de Développement.

Contact : [juliette.samman@lewap.org](mailto:juliette.samman@lewap.org)

**Suzy Hoayek, conseillère auprès du Ministre de l'Énergie et de l'Eau** : Présentation du cadre sectoriel et contextuel pour des interventions eau/assainissement au Liban

- Vidéo : [00.08.16](#)
- Questions et discussion : [00.23.15](#)

Mme Suzy Hoayek a présenté une vue globale du secteur et du contexte législatif au Liban. Elle a rappelé les deux lois majeures pour l'eau et l'assainissement. La première, la loi 221 de 2000, crée les quatre Etablissements des Eaux régionaux (Bekaa, Nord, Sud et Beyrouth-Mont Liban) mandatés pour la gestion des services d'eau et d'assainissement. La seconde loi sur l'eau, aussi appelée « Code de l'eau », initiée en 2005, a été ratifiée en 2018 puis mise à jour en 2020. Elle établit le principe pollueur-payeur, aborde l'implication des partenariats publics-privés ainsi que la question de la tarification, et établit une « police de l'eau ». Ce code de l'eau définit également les relations entre le Ministère de l'Énergie et de l'Eau, et les Etablissements des Eaux régionaux auxquels s'ajoute l'Office National du Litani (en charge de l'irrigation et de la production hydroélectrique pour la rivière du Litani).

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau est assisté par l'AFD dans le processus d'opérationnalisation de cette nouvelle loi, via une mission d'assistance technique sur cinq ans financée par l'Union Européenne. Cela se traduit par la définition d'un programme de réformes et par la formulation de décrets exécutifs qui prévoient en particulier la restructuration de la tarification.

Ce programme de réforme fait partie de la stratégie ministérielle mise à jour en 2019-2020. L'amélioration du suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau est également abordée par la stratégie ministérielle, mais n'a cependant pas encore été approuvée par le conseil des ministres en raison de l'instabilité gouvernementale.

Ce cadre législatif n'attribue pas de responsabilités aux municipalités pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Il existe quelques communes en contradiction avec ce cadre et qui font figure d'exception, en raison de leurs capacités de gestion ou de leur choix de ne pas être sous le mandat de l'Etablissement des Eaux régional ; mais Mme Hoayek a rappelé qu'elles ont vocation à être incluses progressivement dans une gouvernance pilotée par les Etablissement des Eaux. Le rôle des municipalités est donc limité, mais la loi de 2020 prévoit la mise en place de partenariats publics-publics qui viendrait encadrer les relations entre les municipalités et les Etablissements des Eaux pour une collaboration dans la gestion de l'eau et l'assainissement. Un cadre légal clair doit être établi pour ce type de partenariats.

Au cours des échanges, Mme Hoayek a précisé que des modèles types de contrats seront élaborés courant 2022. Entre temps, les initiatives de mise en place de contrats pour des projets particuliers sont bienvenues, à condition d'être réalisées en lien avec le ministère. Ces initiatives pourront d'ailleurs inspirer le cadrage en cours de définition.

Contact : [suzy.hoayek@gmail.com](mailto:suzy.hoayek@gmail.com)





**Antoine Zoghby, ingénieur expert technique pour l’Etablissement des Eaux de Beyrouth – Mont Liban** : adaptation et capacités d’actions d’un Etablissement des Eaux dans le contexte de crise

➤ Vidéo : [00.44.13](#)

M. Antoine Zoghby a présenté les impacts de la crise économique sur l’Etablissement des Eaux de Beyrouth-Mont Liban (EBML) ainsi que la stratégie mise en œuvre et les besoins identifiés pour les deux prochaines années.

L’EBML est confronté à d’importantes difficultés financières, aggravées par une baisse du taux de recouvrement de la facturation aux usagers des services, dans un contexte où la structuration tarifaire est inadaptée et où le nombre d’abonnés est en augmentation. Cette situation corrélée à un manque de ressources humaines, entrave les capacités de l’EBML à assurer l’exploitation et la maintenance préventive des infrastructures. La gestion des stocks de pièces détachées devient notamment problématique. De plus, la dépendance énergétique des infrastructures aux générateurs alimentés en fioul, en particulier les stations de pompage pour l’approvisionnement en eau potable, est une préoccupation majeure, la disponibilité du fioul étant fluctuante et les coûts ayant considérablement augmentés.

Face à ces difficultés, l’EBML a identifié des priorités sur lesquelles pourraient se positionner des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale.

M. Zoghby a indiqué le souhait d’étendre l’utilisation du système de contrôle et d’acquisition de données en temps réel (SCADA – Supervisory Control And Data Acquisition) à l’ensemble des infrastructures gérées par l’EBML. Cela permettrait de pallier le manque de personnels et d’optimiser de nombreuses fonctionnalités (notamment la gestion des débits de pompage en fonction de la demande).

M. Zoghby a pointé l’importance d’améliorer la gestion et la disponibilité des pièces détachées et des consommables, nécessaires à la maintenance et l’exploitation.

Enfin, il a souligné le besoin d’une transition vers l’énergie solaire, avec une volonté de répliquer un projet pilote grâce auquel deux stations de traitement fonctionnent à l’énergie solaire depuis 6 mois.

Contact : [azoghby88@gmail.com](mailto:azoghby88@gmail.com)

**Ghassan Tayoun, adjoint au Maire de la municipalité de Zgharta-Ehden** : adaptation et capacités d’actions d’une municipalité dans le contexte de crise

➤ Vidéo : [01.02.20](#)

M. Ghassan Tayoun a présenté les actions de la municipalité de Zgharta-Ehden dans le secteur de l’eau en insistant sur le rôle des municipalités, en prenant en compte à la fois le cadre sectoriel et le contexte de crise. M. Tayoun a mis en avant l’importance de travailler en commun pour mutualiser les efforts Il a également soulevé l’intérêt d’une double approche sur le court terme et le moyen-long terme, afin d’apporter des réponses à la fois aux besoins immédiats et structurels, en s’appuyant sur les partenariats de coopération existants.

A travers l’exemple d’une crise locale – la dégradation d’une conduite d’alimentation en eau à Zgharta-Ehden – M. Tayoun a expliqué comment cet événement a été révélateur d’une possibilité de travail en commun avec l’Etablissement des Eaux du Liban Nord. Ce partenariat a permis de répondre à l’urgence, mais aussi d’améliorer le service et d’augmenter le taux de recouvrement local, en particulier grâce à la rationalisation





des branchements. L'approche partenariale a amené la municipalité de Zgharta-Ehden à démarrer une coopération avec le département de l'Aude, toujours active à l'heure actuelle, pour travailler de manière transversale, en abordant la thématique de l'eau et de l'assainissement en lien avec des besoins de la municipalité. Cette approche a fait ressortir la pertinence d'une approche partenariale et multi-acteurs pour mieux protéger la ressource à l'échelle du bassin versant, démarche désormais intégrée aux stratégies actuelles.

M. Tayoun a souligné l'importance de mener des actions de long-terme répondant aux enjeux de pollution et de disponibilité de la ressource, y compris en temps de crise, insistant sur le besoin de transversalité.

Contact : [ghtayoun@gmail.com](mailto:ghtayoun@gmail.com)

### Questions et discussion sur les présentations de Antoine Zoghby et Ghassan Tayoun

#### ➤ Vidéo : [01.17.00](#)

Au cours des échanges, M. Tayoun a insisté sur le fait que les communes doivent jouer un rôle dans la gestion de l'eau et l'assainissement en raison de leur responsabilité vis-à-vis des citoyens quant à la qualité de leurs conditions de vie. Il précise que tous les acteurs doivent travailler en collaboration, notamment les municipalités et les Etablissements des Eaux, et dépasser les questions de prérogatives.

M. Zoghby a précisé le rôle que peuvent jouer les ONG pour soutenir les Etablissements des Eaux sur les questions de ressources humaines, pour soutenir le personnel comme cela est fait dans certains établissements scolaires.

M. Labib Akiki, maire de la municipalité de Antoura, a rappelé qu'une coopération existe entre sa commune, Noisy-le-Roi et Bailly. Cette coopération a permis la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement non collectif ; il lance un appel pour la mise en œuvre des préconisations de l'étude.

### 3. La coopération décentralisée et non-gouvernementale au Liban : retours d'expérience

Les acteurs de Coopération Décentralisée et Non-Gouvernementale peuvent contribuer à répondre aux besoins en renforçant les services d'eau et s'assainissement grâce à un appui technique, matériel ou financier. En particulier, l'accompagnement sur le long-terme des municipalités et des établissements régionaux des eaux est souhaitable pour une amélioration durable de la qualité du service.

Les retours d'expérience de deux coopérations décentralisées en cours depuis plusieurs années ont permis de discuter des adaptations aux enjeux locaux et de donner des exemples d'actions menées.

#### Juliette Samman, animatrice LEWAP : panorama des coopérations eau/assainissement au Liban

#### ➤ Vidéo : [01.30.24](#)

Mme Juliette Samman a présenté une [carte des projets de coopération franco-libanaises](#) sur la thématique eau et assainissement : coopération décentralisée et non gouvernementale, coopération bilatérale (AFD), et projets de développement portés par des ONG française (ACTED, Solidarités International). Six projets de coopération décentralisée existent au Liban :





- Département de l'Aude / Municipalité de Zgharta-Ehden (Nord Liban)
- Ville de Chambéry / Caza de Bcharré (Nord Liban)
- Communauté Urbain de Dunkerque / Municipalités de Tripoli et Zgharta Ehden (Nord Liban)
- APIEU Montpellier / Municipalité de Zahlé (Bekaa)
- SIAAP / Unions de municipalités de Jezzine, Iqlim el Tuffah, Rihan (Sud Liban)
- Municipalités de Noisy le Roi et Bailly / Municipalité d'Antoura (Beyrouth-Mont Liban)

## Présentation de la coopération Montpellier APIEU / Zahlé

**Joëlle Puig, Cheffe de projet APIEU** : Présentation historique, actualités et perspectives de la coopération dans le contexte actuel

➤ Vidéo : [01.34.41](#)

Mme Joëlle Puig a présenté les thématiques actuelles et à venir, investies par la coopération entre l'APIEU Montpellier et la municipalité de Zahlé : l'agroécologie et la perméabilité urbaine pour une meilleure gestion et protection de la ressource en eau. Mme Puig a rappelé le contexte hydrologique de Zahlé ainsi que l'historique de cette coopération, initiée autour d'un enjeu de partage de l'eau et réorientée vers la question de la protection de la ressource.

Ce projet de coopération a démarré avec l'Etablissement des Eaux de la Bekaa (EEB), mais en raison de la crise et de la diminution de ses capacités humaines et financières, l'EEB n'est plus en capacité de porter la coopération. Grâce au partenariat qui avait été mis en place avec la municipalité de Zahlé lors des deux premières phases du projet, il a été possible de modifier le portage et de recentrer cette coopération sur Zahlé, en particulier autour de la question des sols en ville.

Après les deux premières phases qui avaient permis de rassembler les acteurs autour d'un diagnostic partagé, et de proposer des actions basées sur la nature et économiquement bénéfiques – l'agroécologie et la perméabilisation des sols – la troisième phase se concentre sur l'accompagnement d'un schéma de développement autour notamment du modèle de ville perméable, que Mme Puig a présenté plus en détail. Un élargissement du travail sur le schéma de développement à l'échelle du bassin versant est envisagé.

Mme Puig a rappelé que l'un des objectifs de cette coopération est de rassembler les acteurs, d'abord à travers une plateforme locale et un diagnostic partagé, mais également en mobilisant les différentes institutions : Office National du Litani, Etablissement des Eaux de la Bekaa ; et en faisant le lien avec les grands projets de développement et les acteurs économiques du territoire. C'est cette approche multi-partenariale qui a permis une adaptation du projet et de son portage face retrait de l'Etablissement des Eaux de la Bekaa.

Contact : [joellepuig@free.fr](mailto:joellepuig@free.fr)

**Habib Debs, directeur du bureau d'études URBI Architects & Planners** : Focus sur le travail avec la municipalité de Zahlé, défis et opportunités

➤ Vidéo : [01.58.00](#)

M. Habib Debs a présenté plus en détail le schéma directeur de la ville de Zahlé développé avec le soutien de la coopération, dont l'objectif est d'augmenter la perméabilité des sols en proposant une gestion de la





densité et de la croissance urbaine. En concentrant l'urbanisation, ce schéma propose de préserver les milieux naturels et de limiter la baisse du niveau de la nappe phréatique. Le schéma directeur s'accompagne de la mise en œuvre d'actions pour la protection de la ressource, telles que la promotion de l'agroécologie ou la renaturation des berges.

M. Debs a rappelé qu'à travers cette stratégie portée sur la gestion de la ressource, la coopération adopte une réflexion sur le long-terme, tout en prenant en compte le contexte fortement modifié par la crise – et notamment la tendance à une stagnation voire une diminution démographique.

Contact : [urbi.hd@gmail.com](mailto:urbi.hd@gmail.com)

### Questions et discussion concernant la coopération APIEU / Zahlé

➤ Vidéo : [02.11.55](#)

Les échanges ont permis de souligner le besoin d'études complémentaires de terrain pour améliorer la connaissance des nappes et être davantage en mesure d'anticiper leur évolution et de formuler des recommandations adaptées pour les préserver. Mme Puig a rappelé que le diagnostic réalisé dans la première phase de la coopération a montré un besoin de connaissance auquel le projet n'est pas en mesure de répondre, malgré un souhait de mobiliser les acteurs compétents autour du projet de développer un système de suivi de la nappe.

### Présentation de la coopération Chambéry / Bcharré

**Lise Andurand, chargée de projet pour Chambéry Solidarité Internationale** : Présentation de la coopération

➤ Vidéo : [02.18.53](#)

Mme Lise Andurand a présenté la gouvernance de cette coopération qui mobilise 3 collectivités territoriales côté français (Ville de Chambéry, agglomération de Grand Chambéry et Région Auvergne-Rhône Alpes), l'union des municipalités du Caza de Bcharré au Liban Nord, ainsi que des partenaires techniques issus des deux territoires. Cette gouvernance a vocation à être élargie sur le bassin versant de la rivière Abou Ali, avec notamment un partenariat avec la coopération entre Zgharta-Ehden et le Département de l'Aude.

A travers ces partenariats, le projet de coopération Chambéry / Bcharré propose de mettre en place un « dialogue territorial » autour de la question de l'impact du changement climatique sur les activités économiques, en particulier l'agriculture et le tourisme. Le projet s'intéresse ainsi à la durabilité de la ressource en eau en rassemblant les données existantes pour les compléter dans les prochaines phases du projet.

Contact : [l.andurand@mairie-chambery.fr](mailto:l.andurand@mairie-chambery.fr)

**Charbel Chidiac, chargé de mission pour Corail développement** : étude sur le changement climatique et nouvelles perspectives

➤ Vidéo : [02.24.25](#)





M. Charbel Chidiac a présenté les actions réalisées sur l'année 2021, issues d'un diagnostic technique à partir des données existantes. Cette étude, portant sur le bassin de vie de la rivière Abou Ali, a été pilotée à travers une gouvernance partagée mobilisant divers acteurs. Un comité technique coordonné par Corail Développement réunissait les acteurs scientifiques du territoire pour assurer la collecte des données ; un comité de pilotage, piloté par Chambéry Solidarité Internationale (ville de Chambéry), réunissait les collectivités du territoire concerné. Malgré un souhait de mobiliser les 5 cazas traversés par la rivière Abou Ali, seuls les cazas de Bcharré et de Zgharta-Ehden sont actuellement impliqués, en partenariat avec l'Etablissement des Eaux du Liban Nord.

Cette première phase du projet s'est traduite, outre la publication de l'étude, par la création d'une base de données scientifique pour le bassin de la rivière Abou Ali, rassemblant plus de 60 documents et qui a vocation à être complétée par des études complémentaires sur la disponibilité et la qualité de la ressource en eau.

Elle a également permis de créer un partenariat durable avec les deux cazas mobilisés, l'Etablissement des Eaux du Liban Nord et le Ministère de l'Energie et de l'Eau. La mobilisation des acteurs est au cœur de cette coopération qui souhaite poursuivre l'animation d'un « dialogue territorial » et l'accompagnement des élus du territoire pour coproduire un modèle participatif de gestion de la ressource en eau.

Contact : [c.chidiac.cooperationqadisha@gmail.com](mailto:c.chidiac.cooperationqadisha@gmail.com)

**Lise Andurand, chargée de projet pour Chambéry Solidarité Internationale** : La collaboration entre plusieurs coopérations décentralisées sur un même bassin versant

*Mme Aurélie Le Meur, 1<sup>e</sup> adjointe de la ville de Chambéry, et Mme Davina Derain, directrice de Chambéry Solidarité Internationale, qui devait initialement assurer cette présentation, ont été excusées.*

➤ Vidéo : [02.30.42](#)

Mme Lise Andurand a précisé les modalités politiques et pratiques de la collaboration entre les coopérations de Chambéry avec Bcharré et du Département de l'Aude avec Zgharta-Ehden. Partant du constat de la nécessité de travailler à l'échelle du bassin versant pour agir sur la thématique de l'eau, Mme Andurand a rappelé l'intérêt de dialoguer avec tous les acteurs, mais également les défis que cela pose en raison du temps que cela requiert pour les échanges politiques et techniques, ainsi que des profils différents des acteurs du territoire.

Mme Andurand précise le cadre pratique de ce partenariat qui rassemble actuellement 2 collectivités libanaises et 4 collectivités françaises, avec d'une part un comité de pilotage politique qui se réunit deux fois par an, et d'autre part un comité de suivi technique mensuel. Un travail de clarification des rôles des municipalités, de l'Etablissement des Eaux et du Ministère est prévu afin de renforcer ce partenariat. En effet, face à la difficulté à mobiliser l'ensemble des cazas du bassin versant dans un contexte moins propice aux approches long-terme, la priorité est de construire des bases solides pour une gouvernance qui a vocation à s'élargir.

Les actions prévues en 2022 portent sur l'animation d'un dialogue territorial pour partager la compréhension du fleuve avec l'ensemble des acteurs, et le développement de la connaissance hydrogéologique en mobilisant les étudiants des territoires concernés. Les deux coopérations décentralisées travaillent ensemble à un projet commun de structuration d'un modèle de « Parc Naturel Régional » sur la vallée de la Qadisha avec pour objectif de favoriser un développement économique préservant le patrimoine naturel et culturel du territoire.





## Questions et discussion concernant la coopération Chambéry / Bcharré

➤ Vidéo : [02.42.20](#)

Au cours des échanges, M. Chidiac a précisé que la base de données développée dans le cadre du diagnostic 2021 sur les impacts du changement climatique pour le territoire de la rivière Abou Ali, est publique et disponible [en ligne](#).

## 4. Synthèse

Vincent Dussaux, directeur adjoint responsable des programmes, pS-Eau : Synthèse des échanges

➤ Vidéo : [02.44.37](#)

M. Vincent Dussaux a présenté une synthèse des interventions, en rappelant le rôle crucial des Etablissements des Eaux dans le cadre sectoriel. Ces acteurs clés pour tous les projets sur l'eau et l'assainissement, font actuellement face à des besoins urgents pour maintenir la continuité des services d'eau et d'assainissement. Par ailleurs, les municipalités, à travers le rôle pour le développement urbain, leur proximité avec les usagers, et à travers l'animation du dialogue territorial, ont également un rôle important à jouer. Ainsi, la collaboration multi-acteurs est à privilégier pour l'eau et l'assainissement. Les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale française peuvent appuyer les acteurs libanais, forts de leur expérience sur les questions de gouvernance locale des services d'eau et d'assainissement et de conduite de démarches multi-acteurs.

M. Dussaux est également revenu sur le contexte de crise. La nécessité d'une aide d'urgence peut permettre de créer des opportunités de collaboration et de réflexion pour améliorer l'efficacité et la pérennité des services d'eau et d'assainissement au Liban.

Contact : [dussaux@pseau.org](mailto:dussaux@pseau.org)

## Liste des participants

Acquistapace Alberto	Solidarités International	Référent technique Eau, Hygiène et Assainissement	<a href="mailto:aacquistapace@solidarites.org">aacquistapace@solidarites.org</a>
Akiki Labib	Municipalité d'Antoura	Maire	<a href="mailto:labib.akiki@antoura.gov.lb">labib.akiki@antoura.gov.lb</a>
Alami Khalid	AMETEN	Directeur International	<a href="mailto:k.alami@ameten.fr">k.alami@ameten.fr</a>
Andurand Lise	Chambéry Solidarité International	Chargée de projet	<a href="mailto:l.andurand@marie-chambery.fr">l.andurand@marie-chambery.fr</a>
Aubron Thomas	EcoBIRD	Chargé de projet	<a href="mailto:t.aubron@ecobird.fr">t.aubron@ecobird.fr</a>
Bluze Andre – représentant Marc Tourelle	Noisy le Roi	Conseiller Municipal (A. Bluze) Maire (M. Tourelle)	<a href="mailto:mtourelle@noisyleroi.fr">mtourelle@noisyleroi.fr</a>
Boissel Mélodie	pS-Eau	Chargée d'études	<a href="mailto:melodie.boissel@pseau.org">melodie.boissel@pseau.org</a>
Cartier Stéphane	CNRS / O-LiFE	Chercheur	<a href="mailto:stephane.cartier@univ-grenoble-alpes.fr">stephane.cartier@univ-grenoble-alpes.fr</a>
Chidiac Charbel	Corail développement	Chargé de mission	<a href="mailto:c.chidiac.cooperationqadisha@gmail.com">c.chidiac.cooperationqadisha@gmail.com</a>
Cos Nathalie	Communauté Urbaine de Dunkerque	Cheffe du service coopérations Europe et International	<a href="mailto:nathalie.cos@tud.fr">nathalie.cos@tud.fr</a>





LEWAP

Debs Habib	URBI Architectes Urbanistes	Directeur du bureau d'études	<a href="mailto:urbi.hd@gmail.com">urbi.hd@gmail.com</a>
Decaens Maxime	HAMAP Humanitaire	Chargé de projets	<a href="mailto:maxime.decaens@hamap.org">maxime.decaens@hamap.org</a>
Dumontet Valérie	Conseil Départemental de l'Aude	Vice-Présidente	<a href="mailto:valerie.dumontet@aude.fr">valerie.dumontet@aude.fr</a>
Dussaux Vincent	pS-Eau	Directeur adjoint responsable des programmes	<a href="mailto:dussaux@pseau.org">dussaux@pseau.org</a>
El Kareh Jasmine	LEWAP	Coordinatrice	<a href="mailto:kareh@lewap.org">kareh@lewap.org</a>
Freissinet Catherine	ARTELIA	Responsable R&D Innovation	<a href="mailto:catherine.freissinet@arteliagroup.com">catherine.freissinet@arteliagroup.com</a>
Heran Marc	IEM	Docteur directeur scientifique UNESCO SIMEV	<a href="mailto:marc.heran@umontpellier.fr">marc.heran@umontpellier.fr</a>
Hoayek Suzy	Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Conseillère du Ministre	<a href="mailto:suzy.hoayek@gmail.com">suzy.hoayek@gmail.com</a>
Kertous Mourad	Université de Bretagne Occidentale	Chercheur, directeur du département AES	<a href="mailto:mrkertous@yahoo.fr">mrkertous@yahoo.fr</a>
Longueville Bedrune Nathalie	Toulouse Métropole	Cheffe de projet action internationale	<a href="mailto:nathalie.bedrune@toulouse-metropole.fr">nathalie.bedrune@toulouse-metropole.fr</a>
Mascaro Lea	ACTED Liban	Coordinatrice du consortium MADAD 3	<a href="mailto:lea.mascaro@acted.org">lea.mascaro@acted.org</a>
Michalon Paul	Artisans du monde	Membre du réseau	<a href="mailto:paulmichalon@gmail.com">paulmichalon@gmail.com</a>
Odeimi Houda	BTVL	Responsable du développement et de la coopération	<a href="mailto:houda.odeimi@bt-villes.org">houda.odeimi@bt-villes.org</a>
Pastel Yann	Solidarités International Liban	Coordinateur WASH	<a href="mailto:washshelter.coo@solidarites-liban.org">washshelter.coo@solidarites-liban.org</a>
Perrin Jerome	BRGM	Directeur géographique Moyen Orient Maghreb	<a href="mailto:je.perrin@brgm.fr">je.perrin@brgm.fr</a>
Piriz Emilio	Région Sud	Chargé de mission, service coopération décentralisée	<a href="mailto:epiriz@maregionsud.fr">epiriz@maregionsud.fr</a>
Puig Joëlle	CPIE APIEU	Cheffe de projet	<a href="mailto:joellepuig@free.fr">joellepuig@free.fr</a>
Rémont Bruno	HSF	Responsable des partenariats et coopération décentralisée	<a href="mailto:bruno.remont69@gmail.com">bruno.remont69@gmail.com</a>
Samman Juliette	LEWAP	Coordinatrice	<a href="mailto:juliette.samman@lewap.org">juliette.samman@lewap.org</a>
Tayoun Ghassan	Municipalité de Zgharta-Ehden	Adjoint au Maire	<a href="mailto:ghtayoun@gmail.com">ghtayoun@gmail.com</a>
Touron Rémi	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	Chargé de mission programme et coopération internationale	<a href="mailto:remi.touron@eaurmc.fr">remi.touron@eaurmc.fr</a>
Zoghby Antoine	Etablissement des Eaux de Beyrouth – Mont Liban	Ingénieur Expert Technique	<a href="mailto:azoghby88@gmail.com">azoghby88@gmail.com</a>

